



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES
GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

dinsdag

27-11-2001

10:15 uur

mardi

27-11-2001

10:15 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP.A	<i>Socialistische Partij Anders</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen:</i>	<i>Commandes:</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel.: 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél.: 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax: 02/549 82 74</i>	<i>Fax: 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail: alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail: aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Vraag van de heer Jean-Jacques Viseur aan de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen over "de aankoop van producten in het kader van de billijke handel" (nr. 5774) 1

Sprekers: **Jean-Jacques Viseur, Luc Van den Bossche**, minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen

Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen over "het onderzoek naar 'pesten op het werk' in de overheidssector" (nr. 5819) 3

Sprekers: **Servais Verherstraeten, Luc Van den Bossche**, minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen

SOMMAIRE

Question de M. Jean-Jacques Viseur au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "l'achat de produits issus du commerce équitable" (n° 5774) 1

Orateurs: **Jean-Jacques Viseur, Luc Van den Bossche**, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration

Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "l'enquête relative au harcèlement moral dans le secteur public" (n° 5819) 3

Orateurs: **Servais Verherstraeten, Luc Van den Bossche**, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

van

DINSDAG 27 NOVEMBER 2001

10:15 uur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

du

MARDI 27 NOVEMBRE 2001

10:15 heures

De vergadering wordt geopend om 10.27 uur door de heer Paul Tant, voorzitter.
La séance est ouverte à 10.27 heures par M. Paul Tant, président.

01 Question de M. Jean-Jacques Viseur au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "l'achat de produits issus du commerce équitable" (n° 5774)

01 Vraag van de heer Jean-Jacques Viseur aan de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen over "de aankoop van producten in het kader van de billijke handel" (nr. 5774)

01.01 Jean-Jacques Viseur (PSC): Monsieur le président, monsieur le ministre, la semaine dernière, OXFAM a organisé avec un réel succès une campagne pour les produits "made in dignity". C'est l'occasion de poser une question au gouvernement concernant l'application de l'arrêté royal du 26 septembre 1996. Celui-ci prévoit en son article 3, § 3, la possibilité pour les pouvoirs publics de favoriser l'achat de produits "made in dignity". Toute structure publique indépendante peut avoir accès à ces produits en utilisant cette clause, dans le cadre de la loi sur les marchés publics.

Je pense que nous vivons une situation où ces pays en voie de développement interpellent régulièrement et à juste titre les pays occidentaux, en soulignant à quel point, dans un certain nombre de matières, nous leur imposons des obligations strictes et souvent très lourdes sans toujours, au niveau de nos achats, tenir compte des productions utiles de ces pays pouvant faire l'objet de produits d'exportation. Dans ces cas-là, il est bon que les pouvoirs publics signalent clairement leur volonté d'établir un partenariat économique équitable entre notre monde économiquement fort et le reste de la planète.

Quels sont les efforts faits par le gouvernement fédéral pour favoriser, dans le cas des différents marchés, le recours à ce type de produits? Plus précisément, des instructions ont-elles été données pour qu'au niveau des cabinets ministériels et des administrations, priorité soit donnée à l'égard de ces différents produits?

01.02 Luc Van den Bossche, ministre: Monsieur le président, chers collègues, en ce qui concerne la possibilité établie par l'article 3, § 3

01.01 Jean-Jacques Viseur (PSC): Het koninklijk besluit van 26 september 1996 geeft alle overheidsinstellingen de mogelijkheid voorrang te verlenen aan producten die in het kader van de billijke handel worden verkocht. Wat is terzake de toestand bij de federale besturen en kabinetten in de huidige omstandigheden, waarbij een partnership met de ontwikkelingslanden zich opdringt?

01.02 Minister Luc Van den Bossche: Het desbetreffend

de l'arrêté royal du 26 septembre 1996, à savoir faire des achats sur facture pour des montants égaux ou inférieurs à 2.100 FB hors TVA, je peux vous répondre qu'en ce qui concerne mon département, une note de service en date du 24 avril 1999 a été envoyée aux différents chefs d'administration, dans laquelle il est fortement suggéré d'orienter les achats dit d'économat, vers les produits "made in dignity". Ces produits sont entre autres disponibles dans les magasins OXFAM.

En plus de la fréquence d'achat de produits alimentaires, la note de service en question mentionnait spécialement les produits comme le café. Je partage tout à fait le point de vue de l'honorable membre selon lequel il faut utiliser au maximum les possibilités offertes par l'article susmentionné afin de favoriser l'achat de produits – lorsque cela s'avère possible et justifié – originaires du tiers-monde, et dont il est certain que la production est faite dans des circonstances garantissant des revenus corrects et équitables aux travailleurs.

Je tiens également à souligner que j'ai proposé d'introduire une clause éthique dans les marchés publics de plus grande envergure, par exemple pour le duo carburant et combustible, qui imposait comme condition d'exclusion du marché, l'abstention de collaboration de la part des soumissionnaires avec des régimes n'ayant aucun respect pour les droits de l'homme. La clause était formulée comme suit, je cite: "l'adjudicataire s'engage à n'exercer lui-même ou par le biais d'entreprises liées pendant l'exécution du contrat, aucune activité commerciale dans les Etats dont, pendant l'exécution du contrat, les autorités se rendent coupables de crime contre l'humanité, de violation de l'interdiction de l'esclavage ou de violation de l'interdiction des pires formes de travail d'enfant".

Malheureusement, la Commission européenne s'est opposée à la clause proposée, donnant comme principal argument que la clause, dans sa formulation très générale, n'avait pas de lien direct avec l'objet du marché ni avec l'exécution du contrat. De ce fait, la clause était considérée par la Commission comme une clause d'exclusion contraire aux directives "marchés publics" de la Communauté européenne.

Dans le contexte de la clause en question, le Conseil des ministres, en sa séance du 18 mai 2001, a décidé que les ministres des Affaires économiques et de la Fonction publique recevront une note dès l'approbation du projet de loi visant à promouvoir la production socialement responsable. La finalité de cette note est d'introduire les éléments dudit projet de loi comme disposition, dans les cahiers des charges des marchés de fournitures du secteur public fédéral.

Ce projet de loi instaure le principe d'un label garantissant la production socialement responsable des produits en respectant les normes définies dans les conventions de base de l'Organisation internationale du travail. Etant donné qu'une telle disposition est directement liée à l'objet du marché par le biais du label même, elle semble en conformité avec l'avis susmentionné de la Commission européenne.

Dès que ces clauses seront introduites dans les cahiers des charges, le secteur public fédéral disposera d'un instrument valable afin de pouvoir attribuer certains marchés de fournitures à des firmes

koninklijk besluit heeft betrekking op aankopen voor een maximumbedrag van 200.000 frank exclusief BTW. Wat mijn departement betreft, strekt mijn dienstnota van 24 april 1999 ertoe, wat de aankopen voor de huishoudelijke dienst en inzonderheid koffie betreft, voor producten "made in dignity" te kiezen. Ik heb trouwens voorgesteld een ethische clausule in te voeren voor overheidscontracten waarmee grotere bedragen zijn gemoeid, waarbij inschrijvers die samenwerken met regimes die de mensenrechten niet eerbiedigen, worden geweerd. De Europese Commissie heeft zich daartegen verzet, met als argument dat die clausule geen verband heeft met het voorwerp van het contract, noch met de uitvoering ervan en bijgevolg een uitsluitingsclausule is.

Op 18 mei jongstleden heeft de Ministerraad de ministers van Economie en Ambtenarenzaken opgedragen een nota voor te leggen teneinde de wettelijke bepalingen met betrekking tot de billijke productie op te nemen in de bestekken voor federale overheidsopdrachten. Het door die nota ingevoerde label moet als keurmerk gelden voor een conform de IAO-richtlijnen georganiseerde productie.

adhérent au label en question certifiant une production socialement correcte. En outre, je veillerai au respect de la note de service de 1999 dans mon département et à mon cabinet et ne manquerai donc pas de rappeler aux différents responsables de mon département de s'y conformer.

01.03 Jean-Jacques Viseur (PSC): Monsieur le président, je remercie le ministre de sa réponse. Je me réjouis qu'il rappellera aux différents départements et cabinets la note de service du 24 avril 1999. J'estime la clause éthique indispensable pour que nous assurions, avec les moyens dont nous disposons, la pression nécessaire afin de faire respecter, notamment, les directives du Bureau international du travail. Cet apport est discret mais important pour le "made in dignity" mais aussi pour le "buy in dignity" qui devrait caractériser nos pays.

01.03 Jean-Jacques Viseur (PSC): Ervoor zorgen dat de richtlijnen van het IAB worden nageleefd, zou een discreet maar niettemin belangrijk streven zijn. Ook het principe van "buy in dignity" zouden onze landen in hun vaandel moeten schrijven.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen over "het onderzoek naar 'pesten op het werk' in de overheidssector" (nr. 5819)

02 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "l'enquête relative au harcèlement moral dans le secteur public" (n° 5819)

02.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, het maandblad Fedra is soms een goede inspiratiebron om problemen die binnen de administratie opduiken te evalueren.

02.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Les fonctionnaires ont été nombreux à répondre à l'enquête sur le harcèlement moral dans les services publics. Le résultat est frappant: 53% des fonctionnaires sont au courant de faits de harcèlement moral et 84% estiment qu'il s'agit d'un problème grave. Les personnes occupant une fonction dirigeante abuseraient souvent de leur pouvoir. Les personnes interrogées ont avancé plusieurs solutions pour résoudre le problème: une meilleure communication, la possibilité d'imposer une sanction ou encore la possibilité de s'adresser à une personne de confiance externe.

Zoals u weet werd er een enquête georganiseerd over pesten op het werk en pesten binnen de overheidsdiensten. Mij verbaasde het hoge aantal reacties en vooral ook de cijfers waren markant. 53% was op de hoogte van pesten in hun omgeving en 84% vond het een ernstig probleem. Vaak zouden oversten de oorzaak zijn en ze zouden er ook te weinig aan doen. Men heeft het onder andere over roddelen, overdreven controle en te veel eisen. Er werden ook enkele suggesties geformuleerd, zoals sancties. De bewijsproblematiek zal op dit vlak uiteraard niet makkelijk op te lossen zijn. Er werd ook gesuggereerd een betere communicatie te voeren en eventueel een externe vertrouwenspersoon aan te stellen.

Le ministre a-t-il déjà pris des initiatives à ce sujet? En prendra-t-il d'autres, compte tenu du projet de Mme Onkelinx concernant le plan de prévention?

Mijnheer de minister, wat hebt u tijdens deze legislatuur reeds ondernomen met betrekking tot deze problematiek? Wat zult u ondernemen? Ik heb het daarbij niet over het wetsontwerp van minister Onkelinx met betrekking tot de preventieadviseur, het preventieplan, de medische inspectie die verbaliserend zou kunnen optreden en de ontslagbescherming. Er is reeds de wetgeving inzake het welzijn op het werk die tijdens de vorige legislatuur werd goedgekeurd. Welke maatregelen hebt u reeds genomen en welke maatregelen zult u in de toekomst nemen met betrekking tot deze problematiek?

02.02 Minister Luc Van den Bossche: Mijnheer de voorzitter, een verstandig collega als de heer Verherstraeten verbaast mij door zonder kritiek een journalistiek artikel tot wetenschappelijke waarheid te verkondigen. Wanneer journalisten aan statistische wetenschap doen dan zou ik durven te zeggen: "Boer let op uw ganzen." Zij

02.02 Luc Van den Bossche, ministre: Je m'interroge quelque peu à propos de ces chiffres. Il m'étonne que M. Verherstraeten présente des informations

beoefenen dan een wetenschap die hen meestal onbekend is. Weinig onder hen hebben statistiek gestudeerd aan de universiteit en wat zij afleiden uit cijfermateriaal is meestal wetenschappelijk onmogelijk. Overigens, als men de wetenschappelijke discipline van de statistische wetenschap volgt, is er uit cijfermateriaal weinig af te leiden met zekerheid. Er kunnen correlaties worden vastgesteld die soms niet kunnen worden uitgelegd.

Journalisten die aan wetenschap doen, bewijzen hoe schitterend ze wel zijn. Ze hebben 7.000 antwoorden ontvangen op een totaal van 60.000. Zij stellen zich niet de vraag in welke mate die antwoorden het beeld bij de anderen vertekenen. Ze gaan ervan uit dat die 7.000 een populatie is die de facto kan worden geëxtrapoleerd naar het geheel van de populatie. De deelnemende populatie wordt op die manier gelijkgesteld met de te onderzoeken populatie. Als er van die 7.000 2.000 zeggen dat ze worden gepest, betekent dit dat men veronderstelt dat per andere 7.000 die niet hebben deelgenomen, er ook 2.000 zijn die zich gepest voelen. Dit is natuurlijk een zeer merkwaardige en zeer gevaarlijke redenering zeker wanneer de deelnemende populatie slechts 12% bedraagt. Wetenschappelijk is dit uitermate gevaarlijk. Dit betekent dan ook dat die cijfers met een korreltje zout moeten worden genomen.

Bovendien gaat het er hier over of de deelnemers van de enquête zelf vinden of zij al dan niet het slachtoffer zijn van pesterijen. Er wordt dus rapport uitgebracht over de subjectieve werkelijkheid en niet over de objectieve werkelijkheid. Die informatie zou ook moeten worden vermeld, maar de journalisten neigen doorgaans niet naar wetenschappelijke discipline. Een zwaarwichtige titel doet hen immers meer verkopen.

Kortom, ik heb vragen bij de cijfers van de enquête. Om aan te tonen dat zulks niet onterecht is, verwijs ik naar een voorontwerp van wet van mevrouw Onkelinx, goedgekeurd trouwens door de regering. Zij maakt daarin vermelding van een studie van de Europese Commissie over de werkvoorwaarden in 2000 in de 15 lidstaten. Welnu, daarin is er sprake van dat 9% van de werknemers op het werk zou worden gepest. Mijn opmerkingen worden hierdoor dus enigszins bevestigd.

Ik sluit niet uit dat de situatie bij overheidsdiensten daarvan afwijkt en dat er meer gepest wordt dan in andere werkomgevingen. Het lijkt mij alvast duidelijk dat pestgedrag bij de administratie vooral te maken heeft met machtsmisbruik, wat kan worden toegeschreven aan de manier waarop de administratie is georganiseerd, met name volgens de hiërarchie die met het statuut-Camus is ingevoerd. Dat verklaart alvast waarom, mijns inziens, er sprake is van meer pesterijen in een overheidsdienst dan in een meer afgeplatte en minder hiërarchische werkorganisatie.

Het probleem van het pesten is niet onbelangrijk en moet in alle openheid worden behandeld. Daarom heb ik aan de KUL gevraagd of ze een wetenschappelijk verantwoord onderzoeksproject kan opstellen. Dat lijkt mij de juiste reactie te zijn om de stand van zaken en de teneur van de uitdaging te kennen.

Ik sluit niet uit dat er een extern vertrouwenspersoon zal moeten worden aangesteld. Ik heb het systeem van de externe vertrouwenspersoon in Vlaanderen ter gelegenheid van de herziening

journalistiques comme des données scientifiques. Les journalistes ne sont en général pas des experts en statistique et les conclusions qu'ils tirent de données chiffrées manquent souvent de rigueur scientifique.

Il est difficile de tirer des enseignements définitifs de ces chiffres. Des 60.000 personnes concernées, 7.000 seulement, soit 12%, ont répondu. Les journalistes présument que ces 7.000 personnes sont représentatives de l'ensemble des fonctionnaires. En outre, il s'agit de la description d'une réalité subjective.

Les chiffres mentionnés par la ministre Onkelinx sont d'ailleurs beaucoup moins élevés. Ce qui ne signifie pas que j'exclus la possibilité que les faits de harcèlement moral puissent être plus fréquents dans les services publics. Il se pourrait aussi que ces faits puissent être plus souvent attribués à un abus de pouvoir. J'ai pris contact avec la KULeuven pour que soit menée une enquête scientifiquement fondée à ce sujet.

Je n'exclus pas la possibilité de désigner une personne de confiance externe. D'un point de vue purement théorique, cette mission relève du responsable des ressources humaines. Je comprends néanmoins que l'on puisse douter de la discrétion de cette personne. Je suis le premier à défendre l'idée d'une évaluation à 360 degrés qui doit être instaurée par phases successives. J'ignore si ce système permet de mettre au jour toutes les vexations mais il pourrait contribuer à améliorer la situation.

Il est particulièrement difficile de sanctionner un fonctionnaire en raison des différentes procédures de protection. Je serais très heureux si M. Verherstraeten décidait de me soutenir dans la lutte que je mène contre les

van de evaluatieprocedures ingevoerd. Bij klachten over het systeem van de evaluatie, konden de Vlaamse ambtenaren zich tot een extern meldpunt wenden. Het betrof hier met name een vrouw die met het emancipatiebeleid en ongewenst seksueel gedrag op het werk was belast. Zij had een vrij statuut en was niet hiërarchisch ingeschakeld. Ik sluit niet uit dat het op federaal vlak dezelfde richting uitgaat. Zuiver theoretisch zouden personen met pestproblemen in de dienst van de human resources moeten kunnen worden opgevangen. Het kan echter dat een slachtoffer niet genoeg vertrouwen in de professionaliteit en de discretie van de persoon bij wie hij of zij de klacht moet formuleren, heeft. Misschien moeten bij de dienst dan tijdelijk externen worden ingeschakeld.

syndicats.

Ik ben voorstander van de invoering van de 360%-evaluatie, weliswaar in fasen. In dat geval is er eerst een bottom up-appreciatie, de zogenaamde BUA, die gehanteerd wordt bij het functioneringsgesprek van de leidinggevende waar hij zijn persoonlijke doelstellingen voor de volgende twee jaar formuleert, zodat wie deelgenomen heeft aan de BUA, het effect ervan merkt in het beleid van de leidinggevende persoon. Na twee tot drie jaar kunnen we overstappen naar een bottom up-evaluatie, een BUE, als bijkomend element van de evaluatie van een leidinggevende. Dat lijkt hier de juiste werkwijze te zijn, die trouwens ook in de Copernicus-nota werd opgenomen. Of daarmee tijdig pesterijen kunnen worden opgespoord, is onduidelijk. Daaruit kan misschien toevallig blijken dat de pesterijen systematisch een groot deel van de dienst treffen. Als slechts één persoon wordt gepest, zal dat daaruit niet blijken. De 360%-evaluatie heeft overigens niet de bedoeling dat te onderzoeken. Ze heeft wel als neveneffect dat systematisch pestgedrag wordt blootgelegd.

Wat de sancties betreft, ik laat opmerken dat er complexe procedures – horresco referens – voorhanden zijn om een ambtenaar een sanctie op te leggen. Dat is zowat het moeilijkste wat er bestaat. Het is makkelijker voor iemand om zijn schoonmoeder tot liefalligheid te overhalen dan een ambtenaar een sanctie te geven.

Ten slotte, als de heer Verherstraeten aan mijn zijde de kruistocht wil aanvangen tegen de vakbonden voor een hanteerbaar sanctierecht, dan zal ik hem heel dankbaar zijn.

02.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de minister, uiteraard heeft wat in Fedra gepubliceerd werd, geen wetenschappelijke waarde. De cijfers werden daarin trouwens al genuanceerd. Dat neemt niet weg dat 12.000 personen op de enquête hebben geantwoord, wat 20% vertegenwoordigt van het totaal aantal federale ambtenaren, en dat ruim de helft van de ondervraagden vindt dat er in de werkomgeving wordt gepest. Die cijfers zijn toch ook niet niets. Zelfs als de cijfers de subjectieve werkelijkheid weergeven, dan zijn ze toch nog heel markant. Nog niet zo lang geleden hebben we gezien dat pesterijen kunnen leiden tot zelfmoord van het slachtoffer, ik denk aan de concrete casus van de jonge postbediende.

Uit een individueel dossier kunnen we natuurlijk niet afleiden dat er inderdaad sprake is van pestproblemen op het werk. Ik juich alvast toe dat u van plan bent samen met een universiteit daarrond een wetenschappelijke studie te maken.

02.03 Servais Verherstraeten (CD&V): J'estime que les résultats ne revêtent aucune valeur scientifique mais 7.000 personnes ont quand même répondu. Ce problème n'est pas imaginaire, j'en veux pour preuve le suicide d'un facteur. Je me réjouis de constater que le ministre a noué des contacts avec la KUL. Nous ne devons pas attendre le projet de loi de la ministre Onkelinx au sujet duquel les travailleurs ont formulé de nombreuses critiques. Nous pourrions peut-être déjà montrer le bon exemple par l'entremise de la personne de confiance externe.

Voorts meen ik dat we niet hoeven te wachten op het wetsontwerp in verband met mobbing, waar de werkgevers heel wat kritiek op hebben. Ik kan hen daarin overigens gedeeltelijk bijtreden: het ontwerp mag de bureaucratie niet in de hand werken. De overheid kan met de aanstelling van de externe vertrouwenspersoon een voortrekkersrol spelen en zij hoeft – ik herhaal het – de goedkeuring van de wet-Onkelinx niet af te wachten.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De vergadering wordt gesloten om 10.47 uur.

La séance est levée à 10.47 heures.